

- REUNION -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

~

N° 132

2^{ème} trimestre 2007

- Octobre 2007 -

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	11
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	12
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	13
<i>Les placements des ménages</i>	15
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	15
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	16
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	16
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	16
<i>L'endettement des ménages</i>	17
<i>L'endettement des entreprises</i>	17
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	18
5. Risques sectoriels	19
6. Rappel des taux	21
6.1 Taux réglementés	21
6.2 Principaux taux de marché	21
6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	21
6.4 Taux de l'usure	21
7. Monnaie fiduciaire	22
7.1 Emission mensuelle de billets euros	22
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	22

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle

Le deuxième trimestre de l'année 2007 a été marqué par une croissance relativement faible de la collecte d'actifs financiers (+40 millions d'€) et par une activité particulièrement dynamique de la distribution de crédits aux agents économiques (+316 millions d'€ pour l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département). Au niveau des actifs financiers, ce sont principalement les produits d'épargne à long terme, tout particulièrement en portefeuilles-titres qui bénéficient au deuxième trimestre d'une réallocation des ressources des agents (+66 millions d'€) au détriment des placements liquides à taux de marché (en recul de -59 millions d'€). L'activité d'octrois de financements profite quant à elle toujours d'une forte demande de crédits de la part des entreprises ainsi que pour l'immobilier des ménages. Toutefois, si ces deux moteurs de l'activité bancaire sont demeurés bien orientés au troisième trimestre 2007, malgré les soubresauts enregistrés par les marchés financiers au cours de l'été 2007, les dirigeants des établissements de crédit interrogés anticipent un certain ralentissement au cours du quatrième trimestre 2007, en lieu et place de la traditionnelle accélération de fin d'année. Le taux de risque sur l'activité de crédit dans le département demeure particulièrement bas à 4,9% de créances douteuses brutes (contre 4,8% en mars 2007) et devrait s'améliorer au cours des deux derniers trimestres.

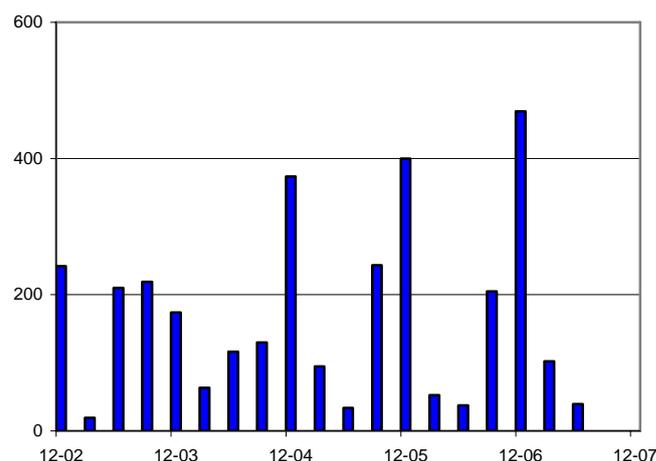
1.1. Les actifs financiers

Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux s'élèvent à 9 487 millions d'€ à fin juin 2007, en très faible progression par rapport à mars 2007 (+40 millions d'€ soit +0,4%). Cette évolution est inférieure à celle enregistrée au premier trimestre (+102 millions d'€ soit +1,1%) et comparable à celle enregistrée à la même époque de l'année précédente, où la hausse des actifs financiers avait atteint +37 millions d'€ au cours du deuxième trimestre 2006. Sur douze mois, la progression en glissement annuel s'établit à +816 millions d'€, soit +9,4% par rapport à fin juin 2006.

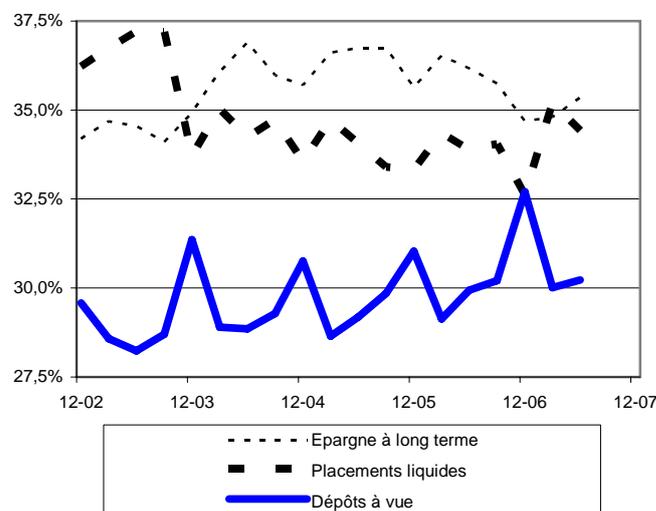
Les encours des **dépôts à vue** suivent l'évolution que l'on constate chaque année : après avoir diminué au cours du 1^{er} trimestre (-221 millions d'€), ils progressent de 32 millions d'€ sur le second trimestre (+1,1%) et s'établissent à 2 867 millions d'€ à fin juin 2007. Décomposés par agents économiques, les dépôts à vue des sociétés non financières continuent toutefois de diminuer au cours du deuxième trimestre 2007 (-24 millions d'€ après -98 millions d'€ au premier trimestre 2007) tandis que ceux des ménages progressent fortement (+84 millions d'€ entre mars et juin 2007 après -110 millions d'€ au premier trimestre). Pour mémoire, les dépôts à vue des autres agents économiques diminuent de -27 millions d'€ au cours du deuxième trimestre 2007 (-23,7%).

A l'inverse, les **placements liquides**, qui avaient fortement progressé au premier trimestre 2007 (+277 millions d'€ soit +9,1%) sous l'impulsion des

Collecte supplémentaire d'épargne nette par trimestre (en millions d'€)



Poids des différents placements dans l'épargne totale (tous agents économiques)



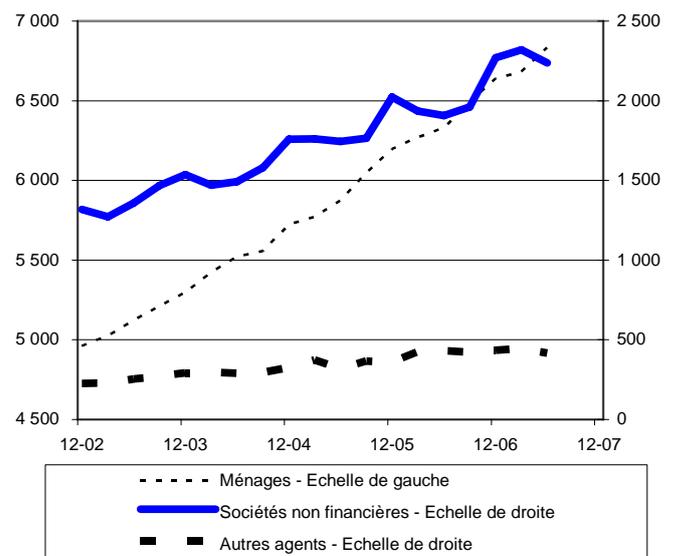
placements indexés sur les taux de marché, s'inscrivent en recul de -59 millions d'€ (-1,8%) sur le deuxième trimestre 2007, ce qui s'explique par le recul des produits à taux de marché (-71 millions d'€ sur le trimestre soit -4,7%) et la quasi-stagnation des comptes d'épargne à régime spécial (+12 millions d'€ soit +0,7%). Seuls les livrets de développement durable (+12 millions d'€ soit +6,4% sur le second trimestre) et les OPCVM monétaires (+47 millions d'€ soit +10,1%) progressent sensiblement. A l'inverse, les certificats de dépôts négociables et les comptes créditeurs à terme s'inscrivent en forte baisse (respectivement -78 millions d'€ et -37 millions d'€ au deuxième trimestre 2007).

Par agents économiques, les placements liquides des sociétés non financières s'inscrivent en recul de -66 millions d'€ (-6,3%) entre mars et juin 2007, contre une hausse de +149 millions d'€ le trimestre précédent. Inversement, ceux des ménages progressent légèrement au deuxième trimestre (+16 millions d'€ soit +0,7%), mais à un rythme un peu plus lent qu'au premier trimestre 2007 (+114 millions d'€ soit +5,6%).

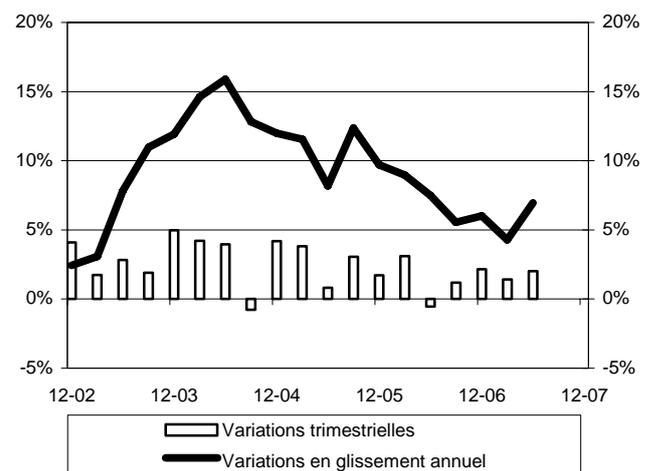
Les encours collectés au titre de l'**épargne à long terme** progressent de +66 millions d'€ (+2,0%) sur le deuxième trimestre 2007, après +46 millions d'€ (+1,4%) au premier trimestre. Sur les douze derniers mois, la hausse s'établit à +218 millions d'€ (+7,0%) à fin juin 2007 (contre +134 millions d'€ (+4,3%) de fin mars 2006 à fin mars 2007), marquant une légère reprise de cette forme d'épargne. Les ménages détiennent toujours une forte proportion de l'épargne à long terme (87,4% en juin 2007). Les placements à long terme des ménages se sont accrus de +51 millions d'€ au deuxième trimestre 2007 (+1,8%) et ceux des sociétés non financières de +8 millions d'€ (+4,3%). Les plans d'épargne logement continuent cependant de reculer (-18 millions d'€ soit -2,2% sur le trimestre), ce qui porte la baisse de leurs encours à -65 millions d'€ depuis décembre 2005. Un mouvement de plus grande ampleur est également observé en France métropolitaine sur ces placements. Pour mémoire, l'épargne logement avait fortement et continuellement cru tout au long des dernières décennies. Cette inflexion est le résultat d'une modification réglementaire de la fiscalité de ces produits au-delà de dix ans.

Les placements sous forme d'assurance-vie progressent de façon continue (+63 millions d'€ au deuxième trimestre, soit +4,4%). Depuis un an, les OPCVM non monétaires suivent la même tendance (+14 millions d'€ au cours du second trimestre).

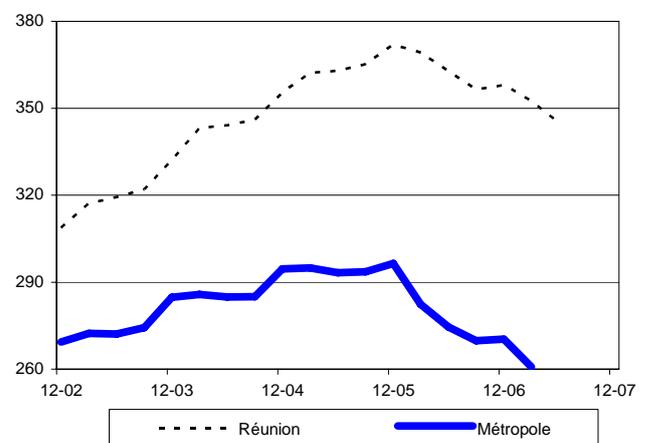
Décomposition des actifs financiers détenus par les agents économiques (en millions d'€)



Evolution de la collecte nette d'épargne à long terme



Evolution des encours des plans d'épargne logement à la Réunion et en métropole (indice en base 100 en mars 1992)



1.2. Les passifs financiers

a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

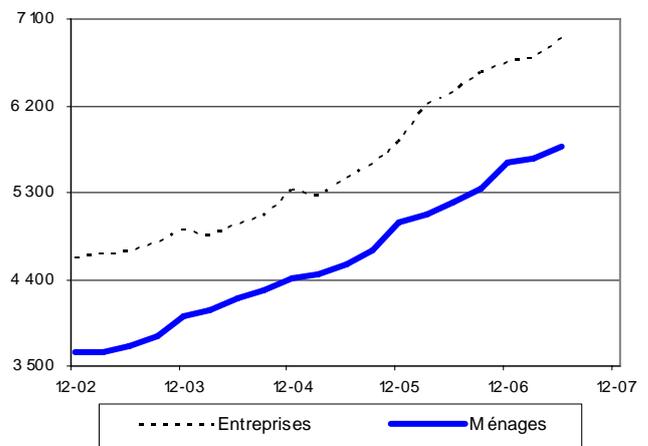
Les concours totaux consentis par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département et recensés par l'IEDOM s'élèvent à 14 346 millions d'€ au 30 juin 2007, en progression de +316 millions d'€ (+2,2%) sur le deuxième trimestre 2007 (après +157 millions d'€ au premier trimestre). La hausse de l'encours total sur douze mois atteint +1 432 millions d'€, soit une progression de +11,1% à fin juin 2007, contre +10,2% de mars 2006 à mars 2007.

Avec un encours total de 6 899 millions d'€ à fin juin 2007, les **entreprises** sont les principaux bénéficiaires des concours bruts totaux octroyés dans le département. L'endettement de ces dernières progresse de +3,1% sur le trimestre (+206 millions d'€ après +48 millions d'€ entre décembre 2006 et mars 2007) et de +8,9% sur un an (+564 millions d'€). Il est majoritairement constitué de crédits d'investissement (43,1% à fin juin 2007 en hausse de +3,8% sur le trimestre et de +10,5% en glissement annuel) et de crédits immobiliers (34,9%, en hausse de +2,1% sur le trimestre et de +3,6% sur douze mois). Les créances douteuses s'établissent à 331 millions d'€ en hausse de +3,7% sur le trimestre (+5,6% par rapport à juin 2006), et se stabilisent à 4,8% des concours bruts totaux consentis aux entreprises.

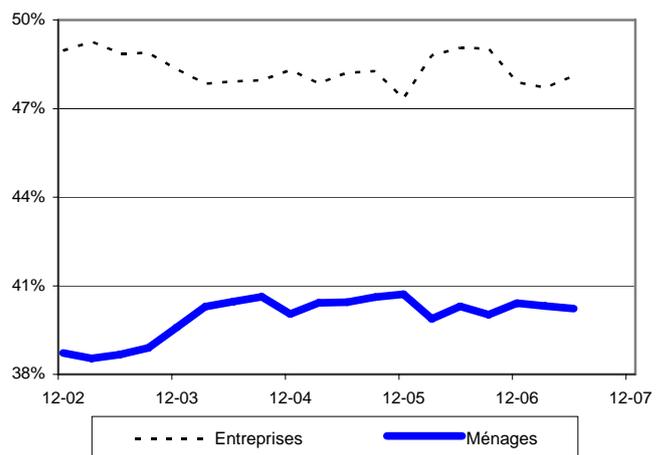
Les crédits octroyés aux **ménages** atteignent 5 770 millions d'€ à fin juin 2007, en progression de +2,0% sur le deuxième trimestre 2007 (+114 millions d'€) et de +10,9% en glissement annuel (+565 millions d'€). Ils sont principalement constitués de crédits à l'habitat (66,7%, en hausse de +2,5% sur le trimestre et de +14,0% sur douze mois) et de crédits à la consommation (29,0%, en hausse de +1,3% sur le trimestre et de +4,8% sur douze mois). Les crédits aux ménages représentent 40,2% de l'ensemble des concours bruts consentis à la clientèle.

L'endettement des administrations publiques locales, principalement sous la forme de crédits à l'équipement, s'établit à 1 301 millions d'€ à fin juin 2007, en baisse de -2,5% sur le deuxième trimestre mais en hausse de +21,2% sur les douze derniers mois.

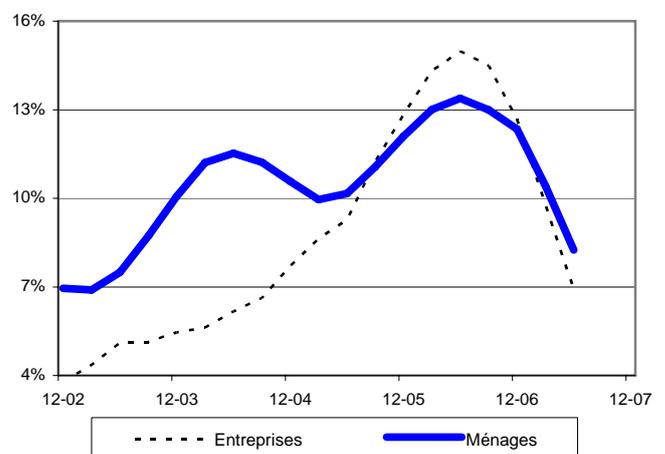
Concours bruts totaux (zone et hors zone) par agent économique (en millions d'€)



Proportion des crédits par agent économique dans les concours bruts totaux (zone et hors zone)



Evolution lissée en glissement annuel des concours bruts totaux consentis par catégorie d'agent économique



b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'élèvent à 10 815 millions d'€ à fin juin 2007, en progression de +232 millions d'€ (+2,2%) sur le deuxième trimestre 2007 (après +195 millions d'€ au premier trimestre 2007 et +442 millions d'€ au quatrième trimestre 2006). En glissement annuel sur douze mois, la hausse s'élève à +1 194 millions d'€ (+12,4%).

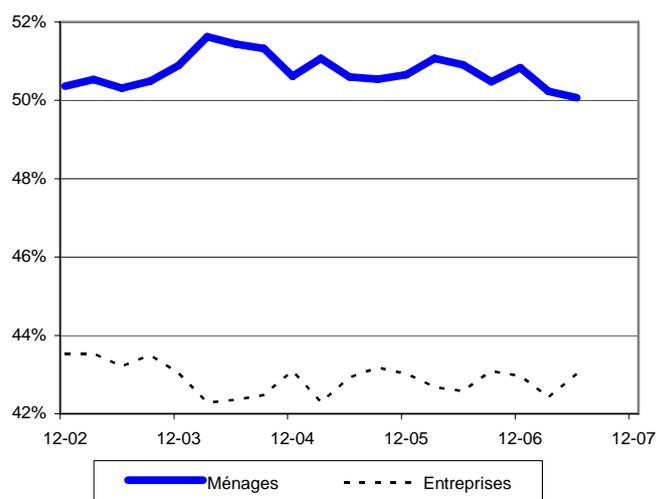
Les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux sont **les ménages**, dont la dette atteint 5 415 millions d'€ à fin juin 2007, en hausse de +101 millions d'€ (+1,9%) sur le deuxième trimestre. Celle-ci se compose majoritairement de crédits à l'habitat (3 571 millions d'€ soit 68,6% du total des crédits sains vis-à-vis de cette clientèle), en hausse de +2,3% sur le trimestre, et de crédits à la consommation (1 609 millions d'€ soit 30,9% du total des crédits sains), en croissance de +1,2%. Les créances douteuses brutes sur les particuliers s'établissent à 207 millions d'€ à fin juin 2007, en hausse de +0,8% sur le trimestre et de +5,1% sur les douze derniers mois. Le poids des créances douteuses dans l'ensemble des concours consentis aux particuliers demeure toutefois faible à 3,8% à fin juin 2007 contre 3,9% le trimestre précédent.

Les concours bruts totaux attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à 4 652 millions d'€ à fin juin 2007, en hausse de +162 millions d'€ (+3,6%) entre mars et juin 2007 (après +28 millions d'€ au trimestre précédent). Sur les douze derniers mois, la hausse des financements consentis aux entreprises s'établit à +556 millions d'€ (+13,6%). Les crédits d'investissement progressent sensiblement au cours du deuxième trimestre 2007 (+81 millions d'€ soit +3,4%) de même que les crédits d'exploitation (+46 millions d'€ soit +4,4%). Les créances douteuses brutes sur les entreprises s'établissent à 318 millions d'€ en hausse de +3,9% sur le trimestre. Elles représentent toujours une proportion de 6,8% des concours bruts totaux.

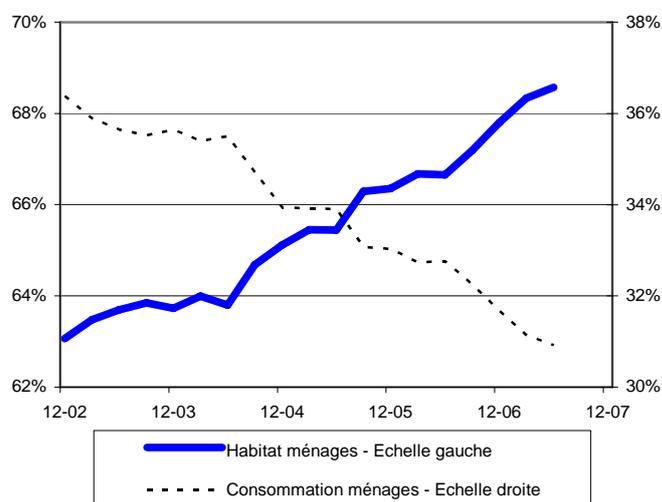
L'endettement des administrations publiques auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 448 millions d'€ à fin juin 2007, en recul de -10,6% sur le deuxième trimestre, après avoir progressé de +23,6% au cours du premier trimestre 2007. Sur les douze derniers mois, la progression enregistrée s'établit à +13,1%.

Les soldes d'opinions des dirigeants des

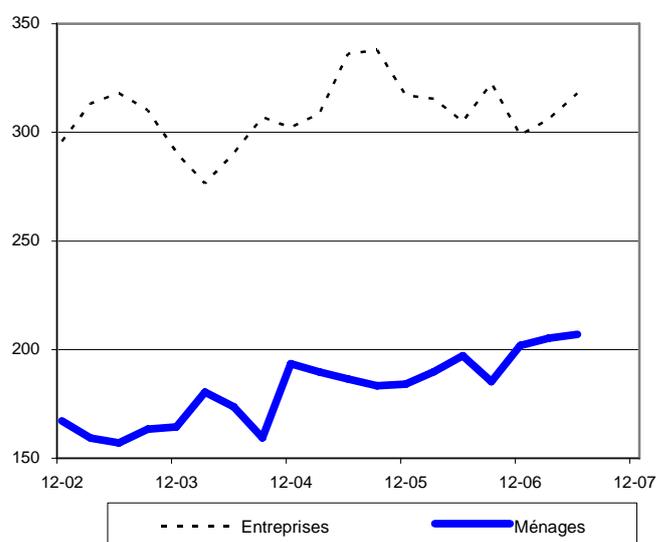
Proportion des crédits par agent économique dans le total des concours bruts locaux



Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages



Créances douteuses brutes (zone) par agent économique (en millions d'€)



établissements de crédit interrogés reflètent la bonne tenue du marché bancaire au deuxième et troisième trimestres 2007, après un premier trimestre traditionnellement en recul. Les divers segments de marché du crédit et de l'épargne enregistrent un bon niveau d'activité, même si le financement de l'habitat des ménages semble enregistrer un fléchissement au troisième trimestre, qui devrait se confirmer au quatrième trimestre.

Les anticipations des dirigeants des établissements de crédit s'inscrivent en baisse pour le marché du crédit au quatrième trimestre 2007, en rupture avec la situation traditionnellement observée en chaque fin d'année civile. Si l'activité de collecte de dépôts devrait rester bien orientée, le financement de l'équipement des entreprises, de l'habitat et de la consommation des ménages enregistre des soldes d'opinion en forte baisse voire négatif. Cette dégradation des anticipations peut s'expliquer par les inquiétudes des dirigeants d'établissement de crédit liées aux soubresauts des marchés financiers au cours de l'été 2007, même s'il demeure peu probable que cette crise ait un impact important sur la distribution de crédits dans le département. La non tenue du salon de l'automobile peut également expliquer pour partie l'absence de relance du crédit à la consommation des ménages.

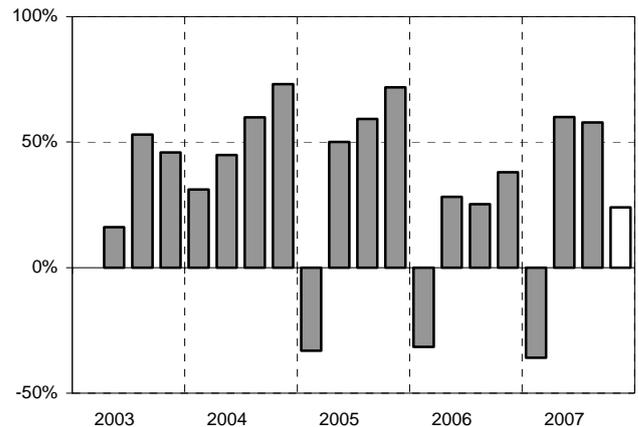
L'appréciation portée sur le coût du risque s'améliore toutefois au troisième et au quatrième trimestre 2007, après une dégradation confirmée au cours du deuxième trimestre 2007.

1.3. Les risques recensés au SCR

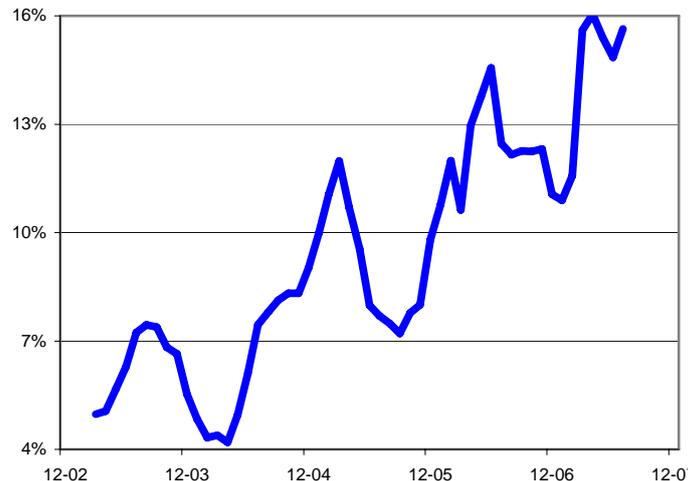
A fin juillet 2007, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 9 249 millions d'€, en hausse de +18,3% sur les douze derniers mois et de +1,0% par rapport au trimestre précédent. Cette progression s'explique en partie par une amélioration de la qualité des déclarations des établissements hors zone d'émission depuis le début de l'exercice 2007. Pour mémoire, l'année 2006 avait enregistré une diminution du seuil de déclaration au SCR, qui était passé de 45 000 € à 25 000 € à partir de janvier 2006, ce qui avait déjà accru les encours de risques déclarés.

Le secteur de l'immobilier occupe toujours une place prépondérante (35,3%) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises du département, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et d'HLM. Cette place a toutefois eu tendance à diminuer au cours des dernières années, et

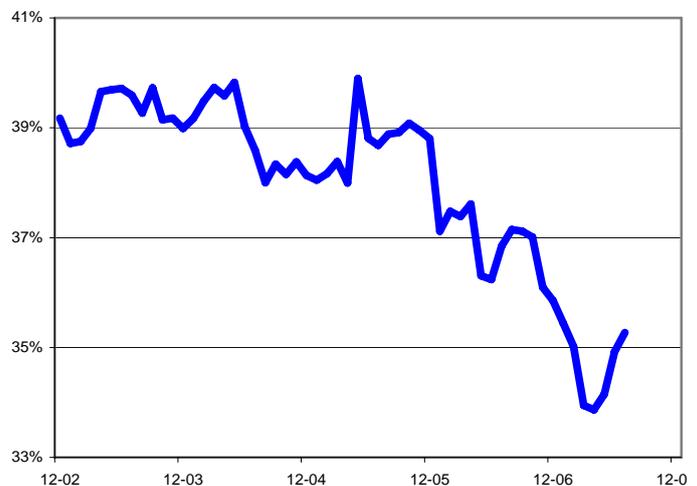
Moyenne des soldes des opinions des dirigeants des EC pour l'activité de distribution de crédits



Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)



Evolution du poids du secteur immobilier dans les encours totaux de risques déclarés par les établissements de crédit (toutes zones)



notamment depuis l'amélioration début 2006 de la représentativité du SCR autorisée par l'abaissement du seuil de déclaration.

1.4. Le coût du crédit aux entreprises et le niveau des taux d'intérêt

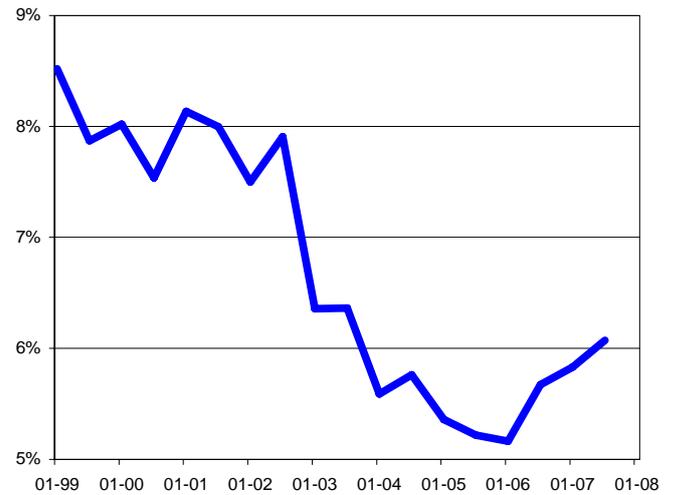
La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion a été réalisée sur les octrois du mois de juillet 2007. Elle a porté sur 1.121 observations pour un encours total de 201 millions d'€ de crédits consentis ou reconduits. Cette enquête laisse apparaître une nouvelle hausse de +36 points de base du **taux moyen pondéré global de crédit aux entreprises**, qui ressort à 6,19% sur l'ensemble du mois de juillet 2007 contre 5,83% en janvier 2007 et 5,67% au mois de juillet 2006. Cette remontée des conditions débitrices moyennes des banques réunionnaises, qui atteint désormais +103 points de base depuis le plus bas atteint en janvier 2006 (5,16% pour le TMPG), doit être resituée dans le contexte général de remontée des taux de refinancement de marché dans la zone Euro. La hausse des taux atteint en moyenne 200 points de base depuis décembre 2005, suite aux relèvements successifs des taux directeurs de la Banque centrale européenne (taux REPO fixé depuis juin 2006 à 4,00%).

2 - Perspectives

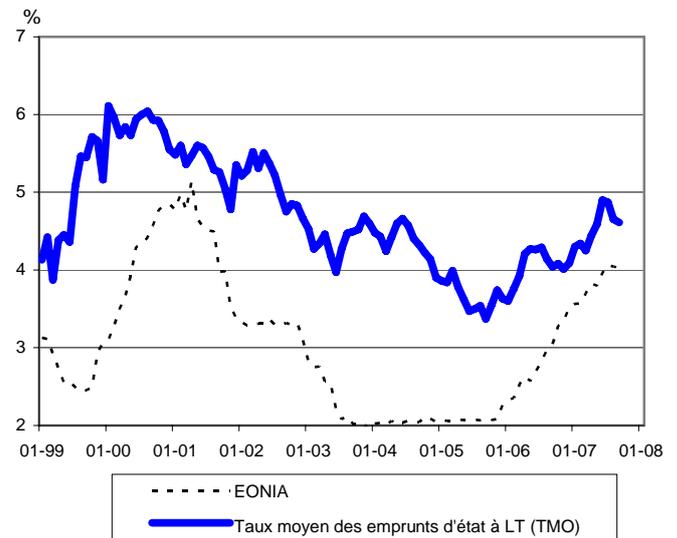
L'enquête réalisée auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir des résultats mitigés en matière de charges d'exploitation et de rentabilité, avec notamment un troisième trimestre plutôt mal orienté, avec des soldes d'opinion négatifs sur l'évolution du produit net bancaire et du résultat net. Les anticipations pour le quatrième trimestre sont juste positives, même si une franche amélioration est attendue pour les commissions prélevées. La perception de l'environnement économique par les établissements de crédit demeure elle-aussi très légèrement positive pour les derniers trimestres de l'année 2007.

L'indicateur synthétique sur l'évolution des soldes d'opinion des dirigeants d'établissements de crédit interrogés, construit sur la base de la moyenne de l'ensemble des indicateurs suivis par l'IEDOM, présente un solde d'opinions positives de +25% au troisième trimestre 2007 (+32% prévu) et de +29% anticipé pour le quatrième trimestre 2007. Cette bonne tenue de ce solde est enregistrée malgré les mauvaises orientations de l'activité de crédit et des indicateurs de rentabilité.

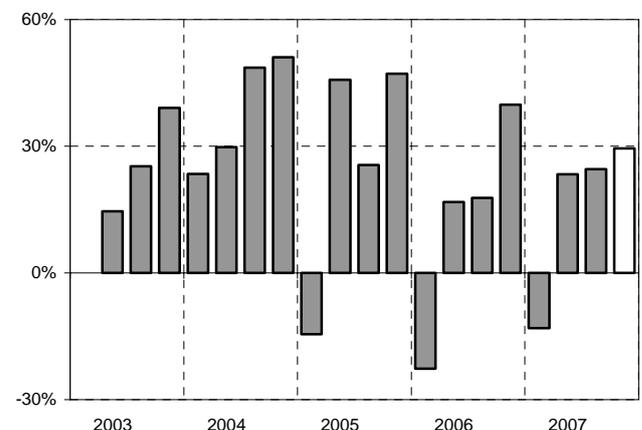
*Coût du crédit aux entreprises à la Réunion
Evolution et tendance du taux moyen pondéré global*



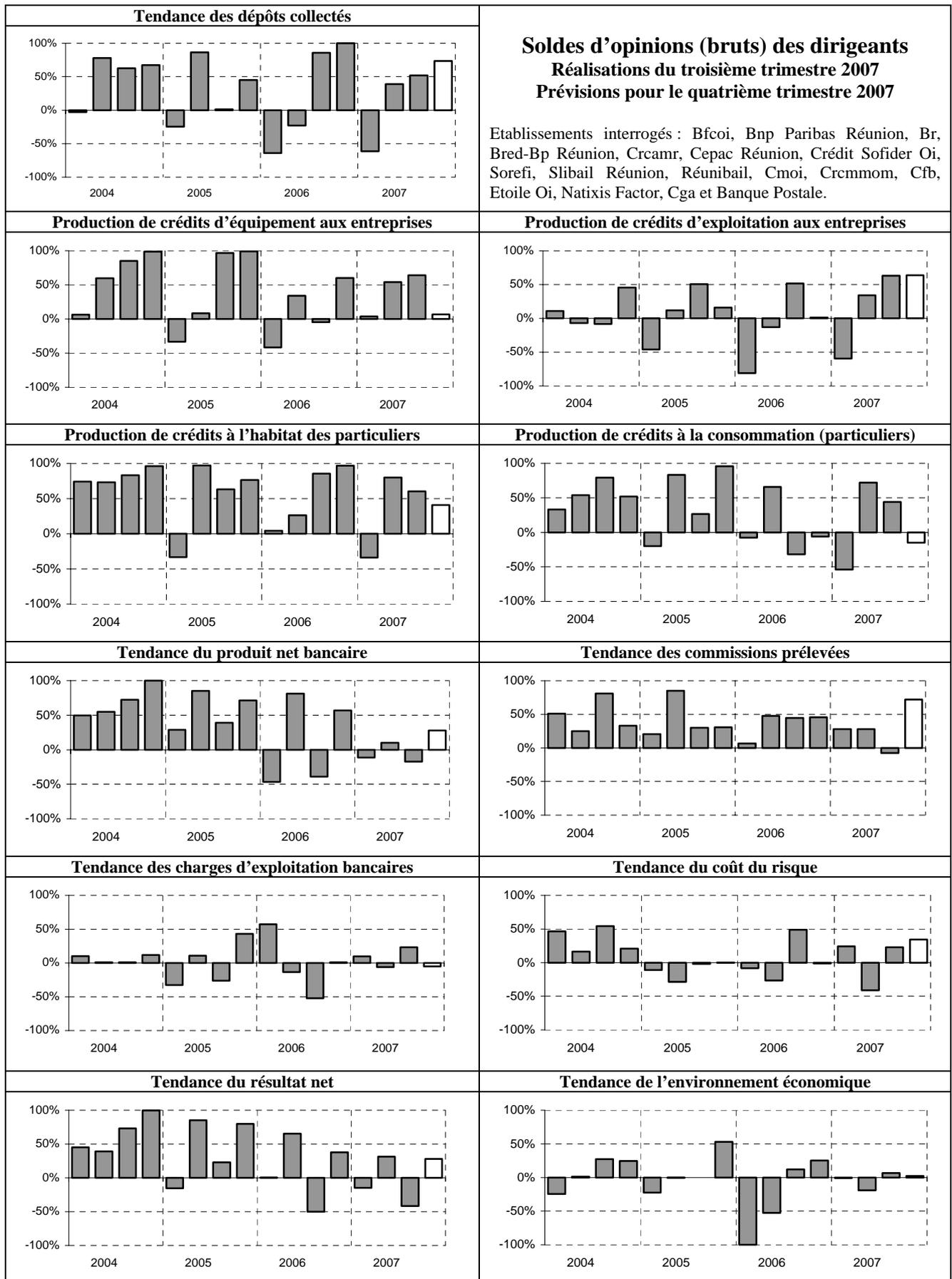
*Evolution des taux à court terme et à terme
sur les marchés financiers européens*



*Moyenne des soldes d'opinions des dirigeants des EC
sur l'ensemble des indicateurs d'activité et de résultat*



L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



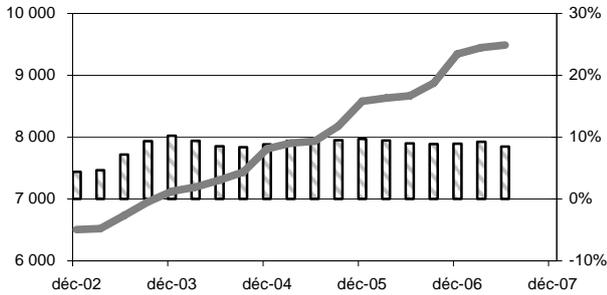
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 744,095	1 765,181	2 024,002	1 935,300	1 906,931	1 962,089	2 270,313	2 319,984	2 237,481	17,3%	-3,6%
Dépôts à vue	822,200	882,377	1 018,913	902,789	909,460	924,687	1 177,856	1 079,739	1 055,649	16,1%	-2,2%
Placements liquides ou à court terme	711,776	684,213	832,411	851,363	822,204	856,226	904,766	1 053,349	986,930	20,0%	-6,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	9,187	5,743	3,356	12,752	7,140	8,057	3,192	2,913	3,394	-n.s.	-n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	702,589	678,470	829,055	838,611	815,064	848,169	901,574	1 050,436	983,536	20,7%	-6,4%
<i>dont comptes à terme</i>	227,028	244,957	261,050	227,065	228,615	251,301	298,243	320,426	313,634	37,2%	-2,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	223,047	215,990	253,527	236,370	247,032	260,300	252,892	321,775	340,162	37,7%	5,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	245,853	211,137	285,512	346,557	325,839	323,482	342,191	401,242	322,604	-1,0%	-19,6%
Epargne à long terme	210,119	198,591	172,678	181,148	175,267	181,176	187,691	186,896	194,902	11,2%	4,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	111,323	89,650	58,545	63,868	62,358	60,846	60,180	58,965	66,424	6,5%	12,6%
Ménages	5 874,758	6 048,762	6 196,345	6 270,809	6 330,879	6 492,377	6 640,318	6 682,975	6 833,539	7,9%	2,3%
Dépôts à vue	1 408,715	1 470,188	1 556,277	1 514,262	1 552,938	1 635,193	1 749,852	1 640,103	1 724,011	11,0%	5,1%
Placements liquides ou à court terme	1 949,066	1 975,714	1 961,297	2 015,474	2 030,247	2 078,999	2 049,950	2 164,424	2 180,001	7,4%	0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 629,411	1 645,677	1 660,272	1 696,701	1 700,506	1 710,794	1 743,290	1 783,263	1 794,421	5,5%	0,6%
dont livrets ordinaires	618,195	634,238	644,107	660,199	657,173	661,428	678,179	686,871	682,063	3,8%	-0,7%
dont livrets A et bleus	469,735	468,027	469,713	481,468	483,946	487,578	494,419	507,092	510,818	5,6%	0,7%
dont livrets jeunes	30,399	30,253	31,530	31,528	32,029	32,173	33,836	33,525	34,304	7,1%	2,3%
dont livrets d'épargne populaire	120,813	122,422	124,938	126,506	126,163	127,834	132,594	133,164	130,997	3,8%	-1,6%
dont livrets de développement durable	160,575	160,294	161,691	164,975	166,702	168,955	172,687	191,084	203,402	22,0%	6,4%
dont comptes d'épargne logement	229,694	230,443	228,293	232,025	234,493	232,826	231,575	231,527	232,837	-0,7%	0,6%
Placements indexés sur les taux de marché	319,655	330,037	301,025	318,773	329,741	368,205	306,660	381,161	385,580	16,9%	1,2%
dont comptes créditeurs à terme	165,824	176,061	169,811	202,103	203,008	233,860	203,079	268,163	249,882	23,1%	-6,8%
dont bons de caisse	23,984	25,590	24,107	22,395	21,987	22,234	19,514	21,284	18,146	-17,5%	-14,7%
dont OPCVM monétaires	129,847	128,386	107,107	94,275	104,746	112,111	84,067	91,714	117,552	12,2%	28,2%
Epargne à long terme	2 516,977	2 602,860	2 678,771	2 741,073	2 747,694	2 778,185	2 840,516	2 878,448	2 929,527	6,6%	1,8%
dont plans d'épargne logement	871,404	877,185	893,285	886,514	871,070	855,942	859,595	846,527	828,114	-4,9%	-2,2%
dont plans d'épargne populaire	114,565	112,190	111,343	108,359	104,095	100,825	98,496	93,886	89,745	-13,8%	-4,4%
dont portefeuille-titres	219,386	237,916	247,879	262,789	262,916	259,082	277,914	289,658	295,109	12,2%	1,9%
dont OPCVM non monétaires	170,132	184,556	191,740	185,868	180,104	187,086	191,859	191,882	194,134	7,8%	1,2%
dont contrats d'assurance-vie	1 132,858	1 182,168	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,607	1 398,150	1 441,069	1 504,422	14,2%	4,4%
dont contrats PERP	1,482	1,963	2,458	2,948	3,600	4,340	5,583	6,185	6,687	-	8,1%
Autres agents	318,618	366,597	360,413	427,560	432,913	421,278	434,389	444,210	415,719	-4,0%	-6,4%
Dépôts à vue	85,966	89,350	87,962	97,719	133,798	121,150	128,478	115,019	87,734	-34,4%	-23,7%
Placements liquides ou à court terme	42,915	72,821	66,254	99,299	86,777	86,809	92,743	107,168	98,689	13,7%	-7,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	15,638	15,035	15,151	14,776	14,581	14,279	14,230	13,927	14,389	-1,3%	3,3%
Placements indexés sur les taux de marché	27,277	57,786	51,103	84,523	72,196	72,530	78,513	93,241	84,300	16,8%	-9,6%
Epargne à long terme	189,737	204,426	206,197	230,542	212,338	213,319	213,168	222,023	229,296	8,0%	3,3%
Total actifs financiers	7 937,477	8 180,548	8 580,757	8 633,671	8 670,721	8 875,743	9 345,018	9 447,171	9 486,737	9,4%	0,4%
Dépôts à vue	2 316,883	2 441,917	2 663,148	2 514,775	2 596,199	2 681,031	3 056,181	2 834,862	2 867,391	10,4%	1,1%
Placements liquides ou à court terme	2 703,759	2 732,752	2 859,964	2 966,133	2 939,226	3 022,029	3 047,461	3 324,940	3 265,620	11,1%	-1,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 654,239	1 666,459	1 678,781	1 724,230	1 722,225	1 733,129	1 760,711	1 800,101	1 812,206	5,2%	0,7%
dont livrets ordinaires	637,013	652,457	662,483	678,005	674,618	678,587	695,400	703,510	699,733	3,7%	-0,5%
dont livrets A et bleus	475,741	470,585	469,847	491,192	488,221	492,753	494,619	507,293	510,933	4,7%	0,7%
dont livrets jeunes	30,401	30,256	31,529	31,530	32,030	32,174	33,836	33,524	34,304	7,1%	2,3%
dont livrets d'épargne populaire	120,813	122,421	124,938	126,505	126,160	127,831	132,593	133,164	130,996	3,8%	-1,6%
dont livrets de développement durable	160,576	160,295	161,691	164,973	166,703	168,957	172,687	191,085	203,402	22,0%	6,4%
dont comptes d'épargne logement	229,695	230,445	228,293	232,025	234,493	232,827	231,576	231,526	232,838	-0,7%	0,6%
Placements indexés sur les taux de marché	1 049,520	1 066,293	1 181,183	1 241,903	1 217,001	1 288,900	1 286,750	1 524,839	1 453,414	19,4%	-4,7%
dont comptes créditeurs à terme	408,470	453,616	444,387	464,966	447,188	500,874	519,174	623,227	585,965	31,0%	-6,0%
dont bons de caisse	30,675	31,999	53,088	51,028	35,579	35,333	27,778	28,294	25,296	-28,9%	-10,6%
dont certificats de dépôt	245,853	211,137	285,512	346,557	325,839	323,482	342,191	401,242	322,604	-1,0%	-19,6%
dont OPCVM monétaires	364,522	369,541	398,196	379,352	408,395	429,211	397,607	472,076	519,549	27,2%	10,1%
Epargne à long terme	2 916,835	3 005,879	3 057,645	3 152,763	3 135,296	3 172,683	3 241,376	3 287,369	3 353,726	7,0%	2,0%
dont plans d'épargne logement	871,405	877,186	893,284	886,515	871,070	855,943	859,596	846,528	828,114	-4,9%	-2,2%
dont plans d'épargne populaire	114,566	112,192	111,342	108,359	104,096	100,826	98,496	93,888	89,745	-13,8%	-4,4%
dont autres comptes d'épargne	7,150	6,881	6,742	7,580	8,499	8,304	8,919	9,240	11,317	33,2%	22,5%
dont portefeuille-titres	336,767	368,923	383,336	409,497	404,711	403,448	427,009	443,317	452,155	11,7%	2,0%
dont OPCVM non monétaires	452,607	456,566	435,158	450,850	425,914	437,215	443,623	447,142	461,286	8,3%	3,2%
dont contrats d'assurance-vie	1 132,858	1 182,168	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,607	1 398,150	1 441,069	1 504,422	14,2%	4,4%
dont contrats PERP	1,482	1,963	2,458	2,948	3,600	4,340	5,583	6,185	6,687	-	8,1%

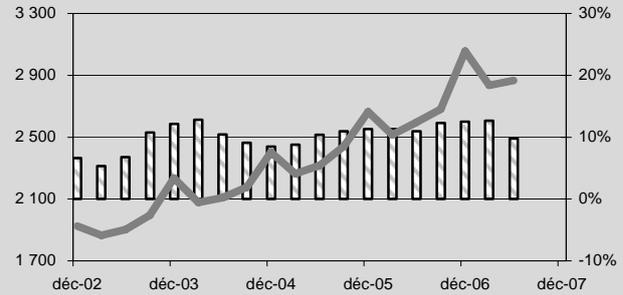
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

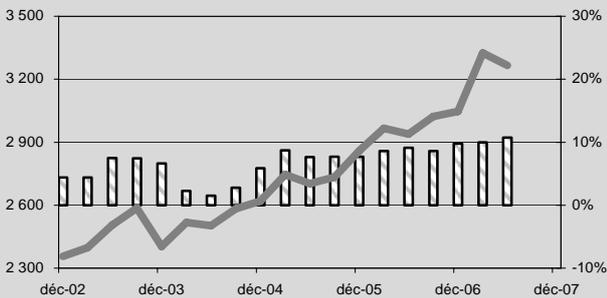
Ensemble des actifs financiers



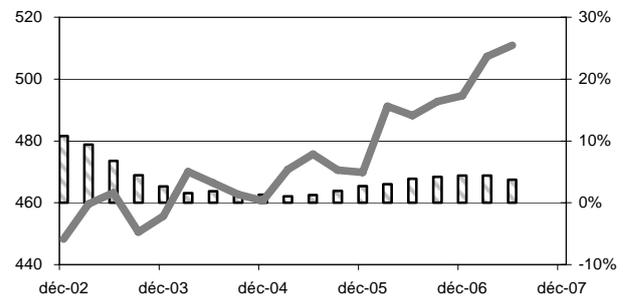
Dépôts à vue



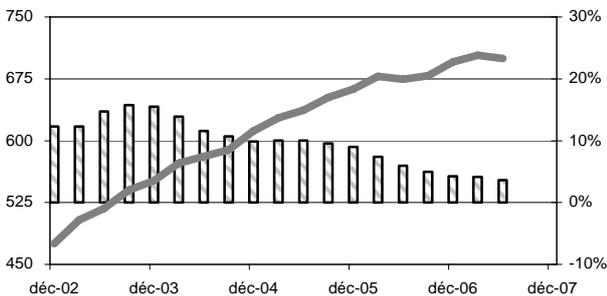
Ensemble des placements liquides ou à court terme



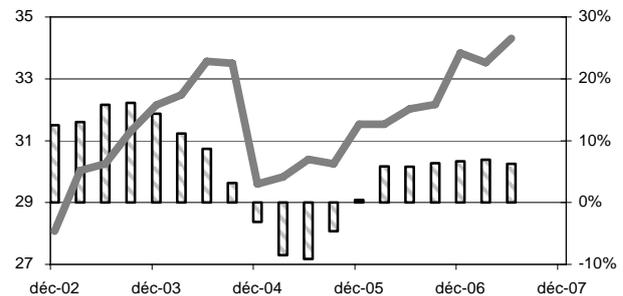
Livrets 'A' des caisses d'épargne



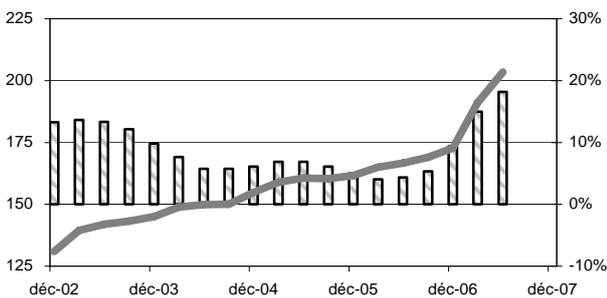
Livrets ordinaires



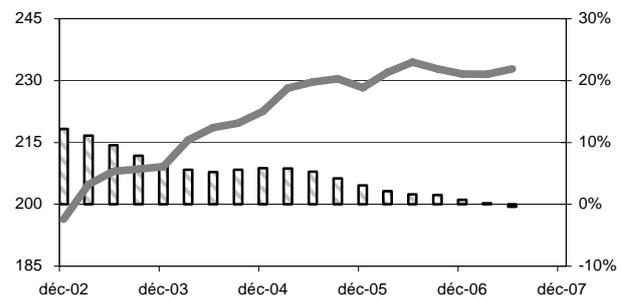
Livrets jeunes



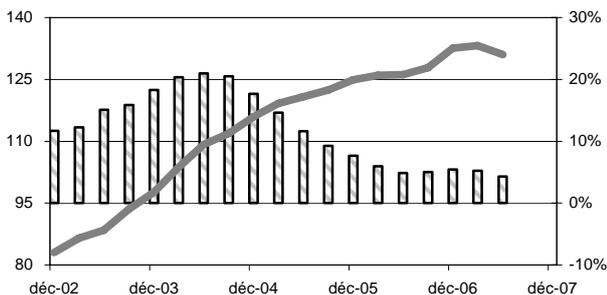
Livrets de développement durable



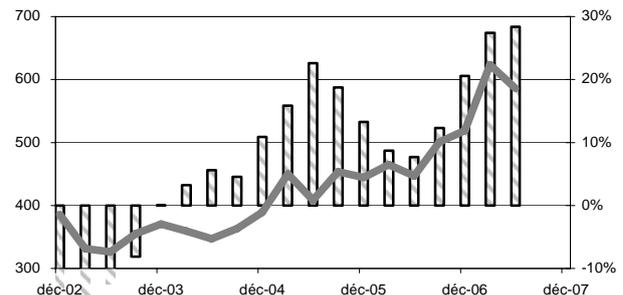
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



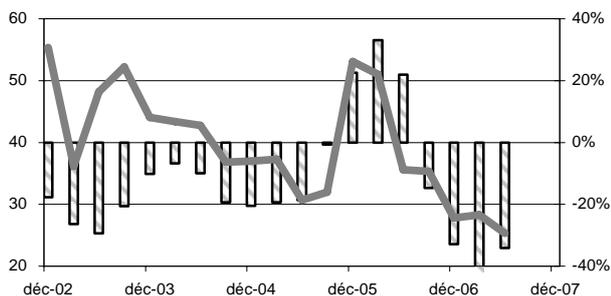
Dépôts à terme



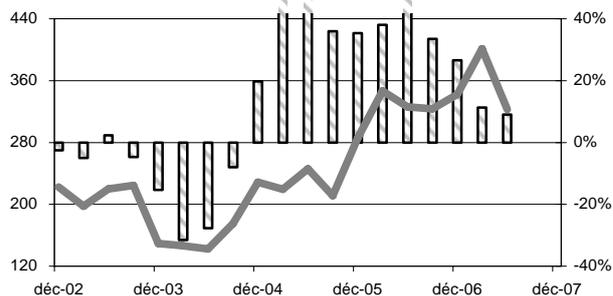
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

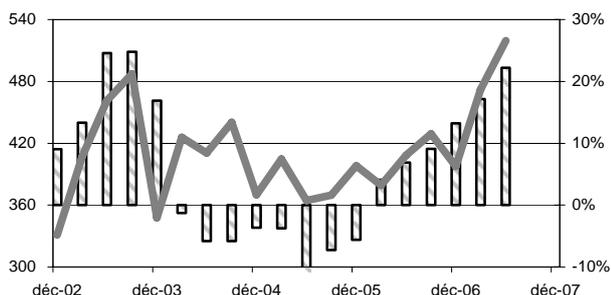
Bons de caisse et bons d'épargne



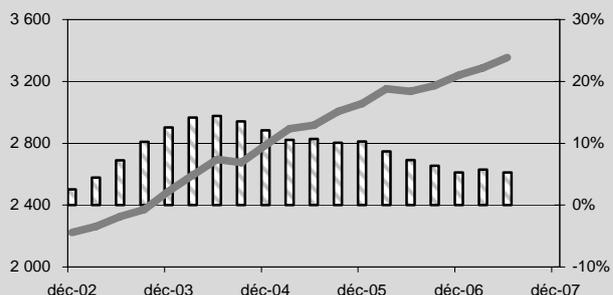
Certificats de dépôts négociables



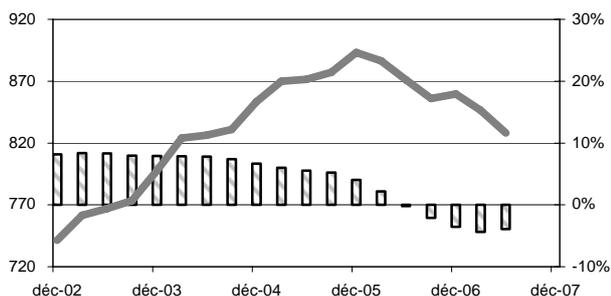
OPCVM monétaires



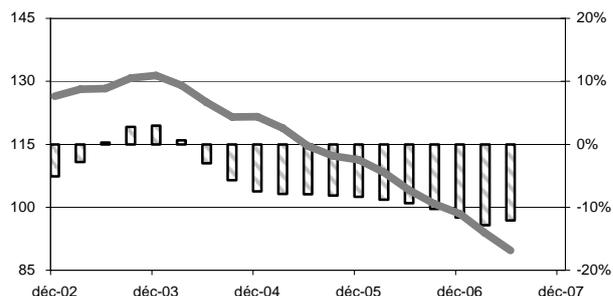
Epargne à long terme



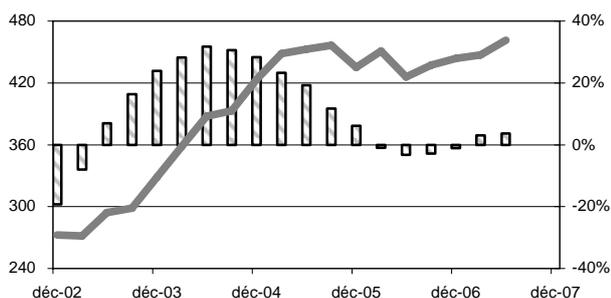
Plans d'épargne logement



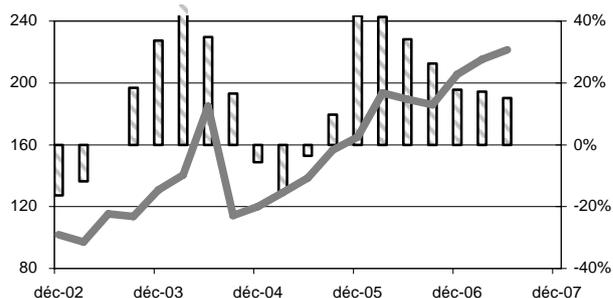
Plans d'épargne populaire



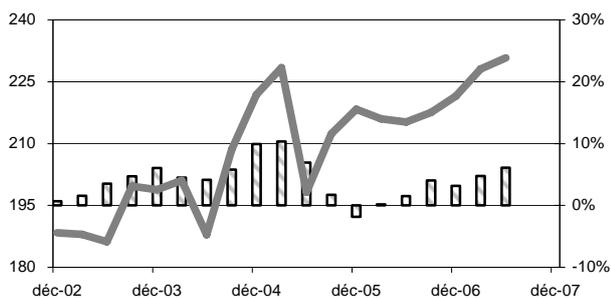
OPCVM titres en portefeuille titres



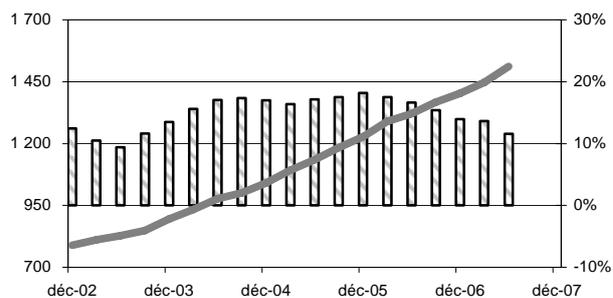
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

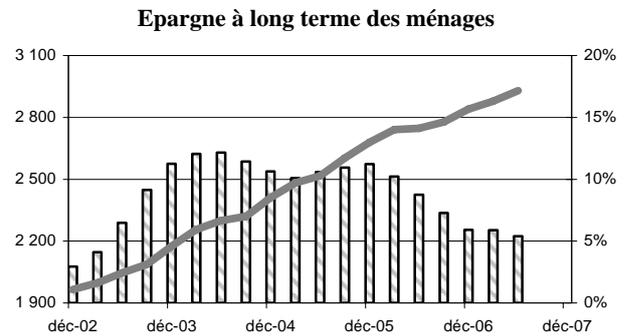
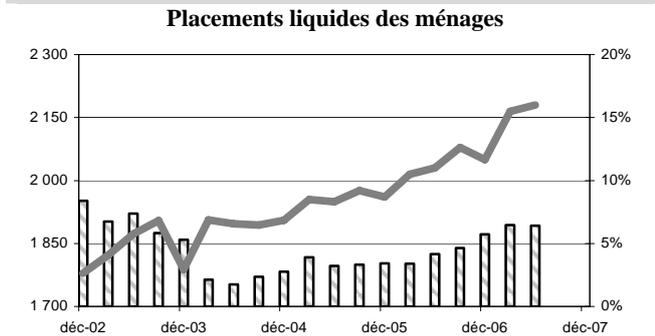
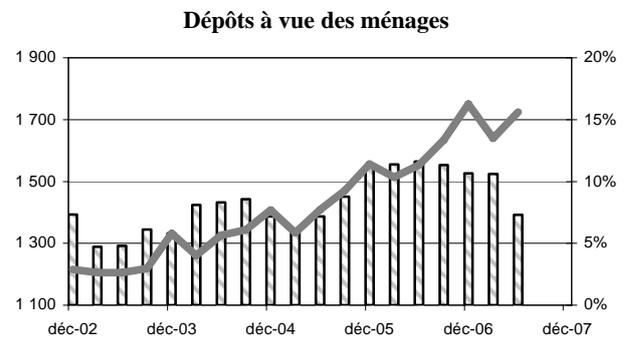
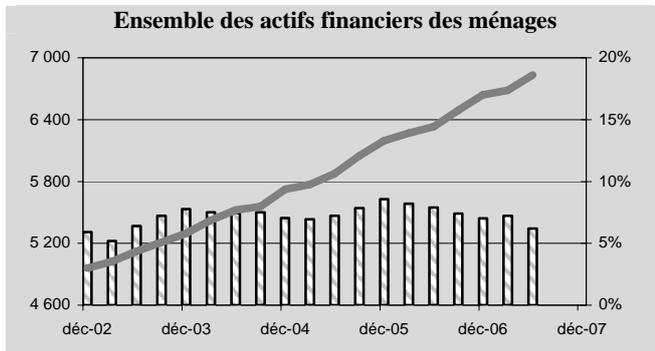


Assurance-vie



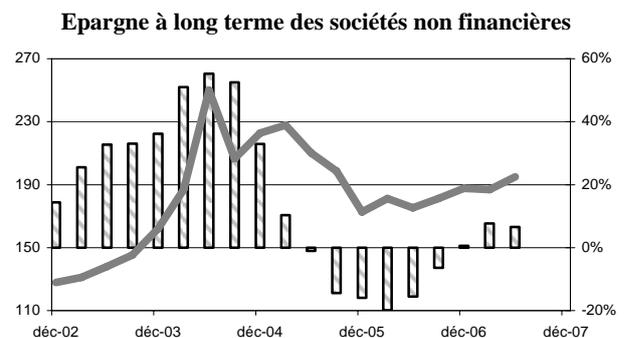
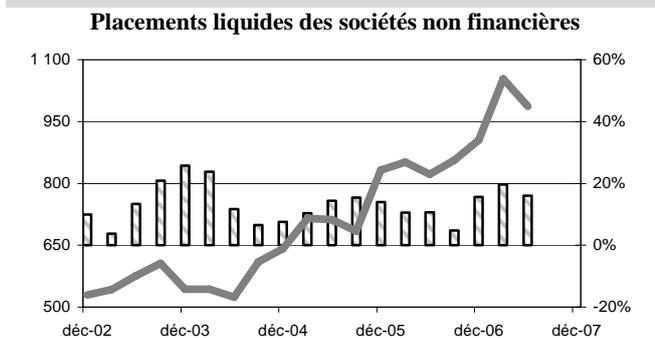
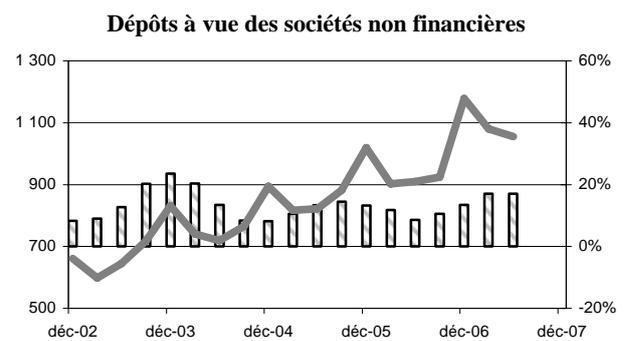
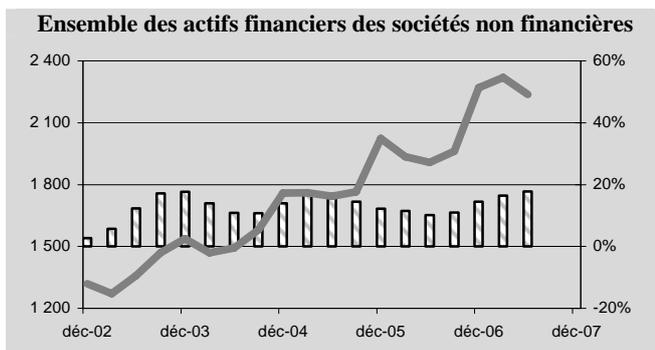
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



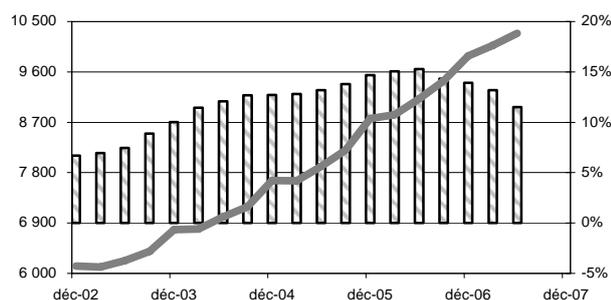
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

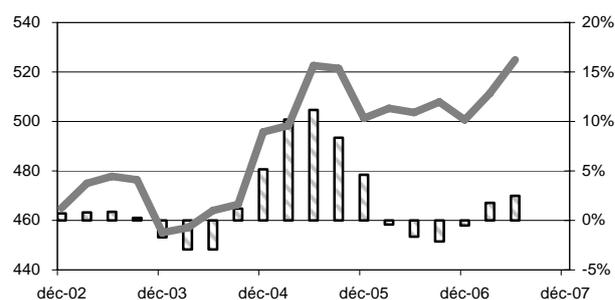
	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	817,062	830,285	905,838	932,426	922,691	985,208	1 036,376	1 048,681	1 094,876	18,7%	4,4%
Créances commerciales	143,025	116,670	146,467	124,984	140,288	134,056	156,563	126,465	148,184	5,6%	17,2%
Crédits de trésorerie	458,262	481,669	500,562	501,537	464,522	541,800	563,203	523,518	564,082	21,4%	7,7%
Comptes ordinaires débiteurs	148,673	160,462	172,795	219,769	214,873	205,458	196,721	286,257	256,044	19,2%	-10,6%
Affacturage	67,102	71,484	86,014	86,136	103,008	103,894	119,889	112,441	126,566	22,9%	12,6%
Crédits d'investissement	2 015,322	2 113,530	2 249,465	2 201,171	2 288,242	2 339,987	2 420,246	2 420,400	2 501,619	9,3%	3,4%
Crédits à l'équipement	1 810,327	1 906,910	2 041,255	1 986,846	2 067,538	2 111,126	2 178,793	2 169,270	2 225,354	7,6%	2,6%
Crédit-bail	204,995	206,620	208,210	214,325	220,704	228,861	241,453	251,130	276,265	25,2%	10,0%
Crédits à l'habitat	400,186	434,583	481,370	511,182	542,402	579,350	648,055	659,582	688,705	27,0%	4,4%
Autres crédits	50,287	49,542	32,284	26,742	38,141	50,776	59,328	55,896	49,036	28,6%	-12,3%
Encours sain	3 282,857	3 427,940	3 668,957	3 671,521	3 791,476	3 955,321	4 164,005	4 184,559	4 334,236	14,3%	3,6%
Créances douteuses brutes	336,136	337,895	316,989	315,499	304,737	322,451	298,723	306,148	317,999	4,4%	3,9%
Encours total	3 618,993	3 765,835	3 985,946	3 987,020	4 096,213	4 277,772	4 462,728	4 490,707	4 652,235	13,6%	3,6%
Taux de créances douteuses	9,3%	9,0%	8,0%	7,9%	7,4%	7,5%	6,7%	6,8%	6,8%	-0,6 pt	0,0 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 380,963	1 396,623	1 488,203	1 498,022	1 538,280	1 560,102	1 605,469	1 590,703	1 609,408	4,6%	1,2%
Crédits de trésorerie	1 264,316	1 294,642	1 374,605	1 382,961	1 421,069	1 443,916	1 477,166	1 465,613	1 484,449	4,5%	1,3%
Comptes ordinaires débiteurs	57,931	43,308	53,386	54,482	58,596	57,321	63,185	60,399	61,446	4,9%	1,7%
Crédit-bail	58,716	58,673	60,212	60,579	58,615	58,865	65,118	64,691	63,513	8,4%	-1,8%
Crédits à l'habitat	2 670,340	2 800,404	2 992,570	3 054,816	3 133,304	3 252,520	3 440,724	3 490,922	3 570,973	14,0%	2,3%
Autres crédits	28,982	27,342	29,103	28,728	29,068	28,353	29,008	27,224	27,350	-5,9%	0,5%
Encours sain	4 080,285	4 224,369	4 509,876	4 581,566	4 700,652	4 840,975	5 075,201	5 108,849	5 207,731	10,8%	1,9%
Créances douteuses brutes	186,400	183,337	184,085	189,762	197,051	185,307	201,851	205,335	207,016	5,1%	0,8%
Encours total	4 266,685	4 407,706	4 693,961	4 771,328	4 897,703	5 026,282	5 277,052	5 314,184	5 414,747	10,6%	1,9%
Taux de créances douteuses	4,4%	4,2%	3,9%	4,0%	4,0%	3,7%	3,8%	3,9%	3,8%	-0,2 pt	0,0 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	9,049	6,719	6,676	5,815	4,655	3,573	2,813	5,138	16,629	257,2%	223,6%
Crédits de trésorerie	6,252	3,898	3,413	3,020	2,192	3,373	2,729	3,443	16,237	640,7%	371,6%
Comptes ordinaires débiteurs	2,797	2,821	3,263	2,795	2,463	0,200	0,084	1,695	0,392	-84,1%	n.s
Crédits à l'équipement	354,756	362,873	393,608	401,363	389,173	379,827	400,621	492,988	430,440	10,6%	-12,7%
Autres crédits	1,451	1,515	1,379	1,367	1,242	1,738	2,423	3,527	1,328	6,9%	-62,3%
Encours sain	365,256	371,107	401,663	408,545	395,070	385,138	405,857	501,653	448,397	13,5%	-10,6%
Créances douteuses brutes	0,003	0,003	0,003	0,003	1,531	0,003	0,003	0,003	0,003	-n.s-	-n.s-
Encours total	365,259	371,110	401,666	408,548	396,601	385,141	405,860	501,656	448,400	13,1%	-10,6%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,4 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	181,291	175,508	184,100	175,655	229,771	255,620	241,188	275,785	299,105	30,2%	8,5%
Créances douteuses brutes	0,616	0,963	0,784	0,641	1,056	0,791	0,521	0,374	0,383	-63,7%	2,5%
Encours total	181,907	176,471	184,884	176,296	230,827	256,411	241,709	276,159	299,488	29,7%	8,4%
Taux de créances douteuses	0,3%	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,3%	0,2%	0,1%	0,1%	-0,3 pt	0,0 pt
TOTAL											
Encours sain	7 909,689	8 198,924	8 764,596	8 837,287	9 116,969	9 437,054	9 886,251	10 070,846	10 289,469	12,9%	2,2%
Créances douteuses brutes	523,154	522,198	501,861	505,905	504,375	508,553	501,099	511,860	525,402	4,2%	2,6%
Encours total	8 432,843	8 721,122	9 266,457	9 343,192	9 621,344	9 945,607	10 387,350	10 582,706	10 814,871	12,4%	2,2%
Taux de créances douteuses	6,2%	6,0%	5,4%	5,4%	5,2%	5,1%	4,8%	4,8%	4,9%	-0,4 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	60,6%	63,8%	67,6%	67,9%	69,0%	68,7%	68,4%	67,4%	67,6%	-1,4 pt	0,3 pt

L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours des crédits sains des E.C. locaux



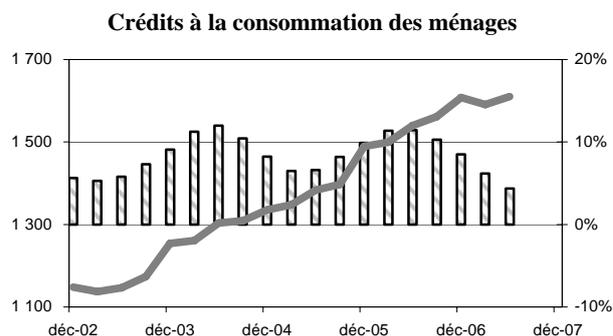
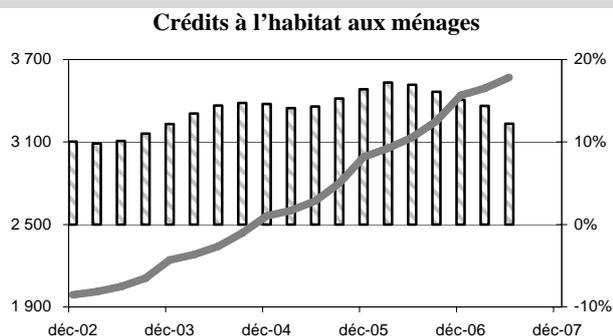
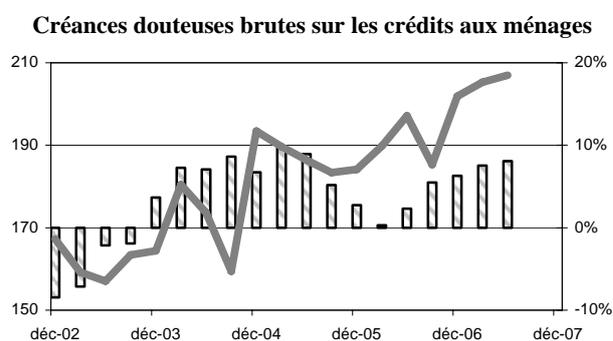
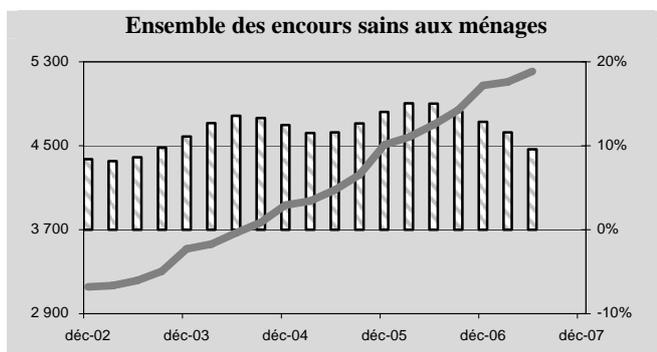
Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux



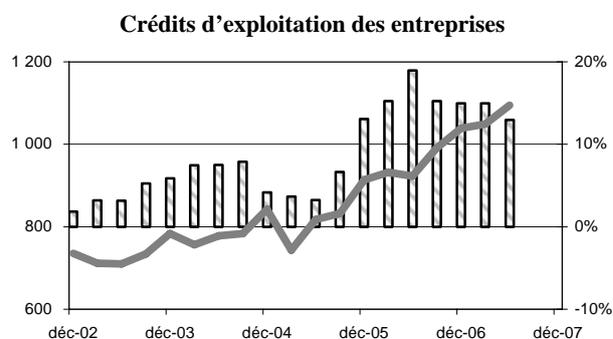
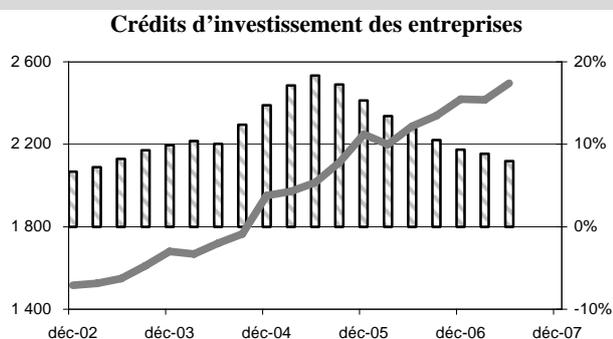
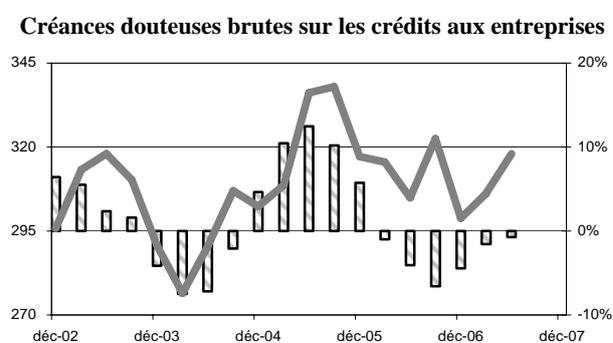
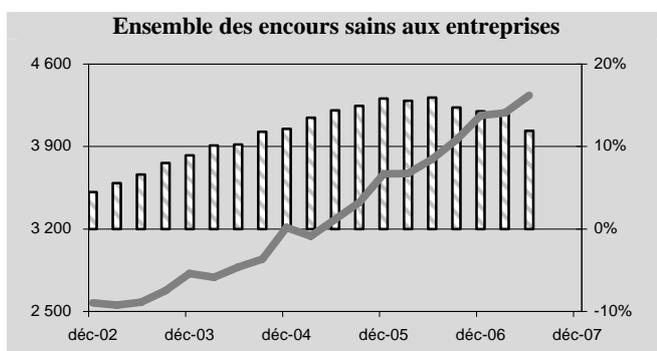
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages



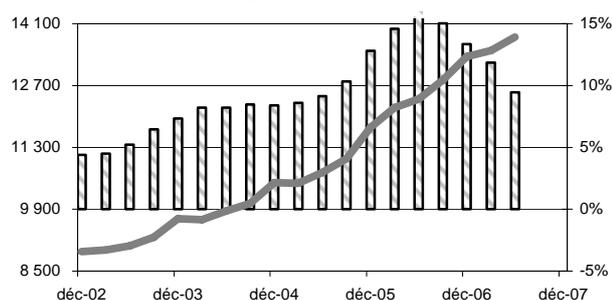
L'endettement des entreprises



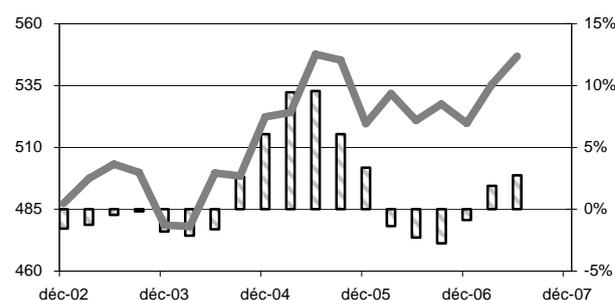
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	819,425	838,626	912,479	973,101	971,520	1 033,630	1 091,616	1 095,286	1 139,585	17,3%	4,0%
<i>Créances commerciales</i>	143,025	116,670	146,467	126,292	141,045	135,805	158,599	127,592	149,297	5,9%	17,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	460,625	490,010	507,203	514,311	484,820	560,730	585,070	544,158	583,151	20,3%	7,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	148,673	160,462	172,795	228,572	224,265	215,294	206,490	294,658	266,015	18,6%	-9,7%
<i>Affacturation</i>	67,102	71,484	86,014	103,926	121,390	121,801	141,457	128,878	141,122	16,3%	9,5%
Crédits d'investissement	2 055,249	2 153,185	2 278,490	2 592,517	2 687,299	2 758,939	2 848,797	2 862,688	2 970,428	10,5%	3,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 850,254	1 946,565	2 070,280	2 226,187	2 317,116	2 377,917	2 455,694	2 455,184	2 534,810	9,4%	3,2%
<i>Crédit-bail</i>	204,995	206,620	208,210	366,330	370,183	381,022	393,103	407,504	435,618	17,7%	6,9%
Crédits à l'habitat	2 169,168	2 207,783	2 262,500	2 290,206	2 324,966	2 365,325	2 333,000	2 359,680	2 409,115	3,6%	2,1%
Autres crédits	51,094	50,316	33,048	27,472	38,848	51,460	60,000	56,533	49,649	27,8%	-12,2%
Encours sain	5 094,936	5 249,910	5 486,517	5 883,296	6 022,633	6 209,354	6 333,413	6 374,187	6 568,777	9,1%	3,1%
Créances douteuses brutes	343,099	343,953	324,100	328,350	313,101	332,855	311,157	318,744	330,584	5,6%	3,7%
Encours total	5 438,035	5 593,863	5 810,617	6 211,646	6 335,734	6 542,209	6 644,570	6 692,931	6 899,361	8,9%	3,1%
Taux de créances douteuses	6,3%	6,1%	5,6%	5,3%	4,9%	5,1%	4,7%	4,8%	4,8%	-0,2 pt	0,0 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 430,193	1 448,598	1 541,862	1 553,502	1 595,439	1 618,143	1 665,569	1 650,704	1 671,947	4,8%	1,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 313,546	1 346,617	1 428,264	1 438,282	1 478,174	1 501,881	1 537,182	1 525,338	1 546,683	4,6%	1,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	57,931	43,308	53,386	54,577	58,650	57,397	63,269	60,474	61,546	4,9%	1,8%
<i>Crédit-bail</i>	58,716	58,673	60,212	60,643	58,615	58,865	65,118	64,892	63,718	8,7%	-1,8%
Crédits à l'habitat	2 903,812	3 037,545	3 232,766	3 294,234	3 373,306	3 498,370	3 700,220	3 753,106	3 847,159	14,0%	2,5%
Autres crédits	34,048	32,265	33,981	34,266	33,079	32,266	32,811	38,311	37,990	14,8%	-0,8%
Encours sain	4 368,053	4 518,408	4 808,609	4 882,002	5 001,824	5 148,779	5 398,600	5 442,121	5 557,096	11,1%	2,1%
Créances douteuses brutes	193,253	189,276	188,742	194,449	203,080	191,689	208,000	214,310	213,014	4,9%	-0,6%
Encours total	4 561,306	4 707,684	4 997,351	5 076,451	5 204,904	5 340,468	5 606,600	5 656,431	5 770,110	10,9%	2,0%
Taux de créances douteuses	4,2%	4,0%	3,8%	3,8%	3,9%	3,6%	3,7%	3,8%	3,7%	-0,2 pt	-0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	9,049	6,721	6,676	6,630	55,491	123,240	6,800	5,138	16,630	-n.s.	223,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	6,252	3,900	3,413	3,835	53,028	123,040	6,716	3,443	16,238	-n.s.	371,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,797	2,821	3,263	2,795	2,463	0,200	0,084	1,695	0,392	-84,1%	-76,9%
Crédits à l'équipement	950,734	971,599	1 125,923	1 112,053	949,045	955,651	1 249,635	1 321,008	1 277,170	34,6%	-3,3%
Autres crédits	56,209	53,355	70,523	69,156	66,057	62,359	58,662	8,985	6,230	-90,6%	-30,7%
Encours sain	1 015,992	1 031,675	1 203,122	1 187,839	1 070,593	1 141,250	1 315,097	1 335,131	1 300,030	21,4%	-2,6%
Créances douteuses brutes	10,613	11,141	6,033	8,299	3,702	2,152	0,003	0,565	1,786	-51,8%	n.s.
Encours total	1 026,605	1 042,816	1 209,155	1 196,138	1 074,295	1 143,402	1 315,100	1 335,696	1 301,816	21,2%	-2,5%
Taux de créances douteuses	1,0%	1,1%	0,5%	0,7%	0,3%	0,2%	0,0%	0,0%	0,1%	-0,2 pt	0,1 pt
Autres agents											
Encours sain	252,786	244,290	254,913	243,248	297,684	318,080	306,795	343,158	372,936	25,3%	8,7%
Créances douteuses brutes	0,616	0,963	0,784	0,641	1,056	0,791	0,521	1,856	1,433	35,6%	-22,8%
Encours total	253,402	245,253	255,697	243,889	298,740	318,871	307,316	345,014	374,369	25,3%	8,5%
Taux de créances douteuses	0,2%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%	0,2%	0,2%	0,5%	0,4%	0,0 pt	-0,2 pt
TOTAL											
Encours sain	10 731,767	11 044,283	11 753,161	12 196,385	12 392,734	12 817,463	13 353,905	13 494,597	13 798,839	11,3%	2,3%
Créances douteuses brutes	547,581	545,333	519,659	531,739	520,940	527,487	519,682	535,476	546,816	5,0%	2,1%
Encours total	11 279,348	11 589,616	12 272,820	12 728,124	12 913,674	13 344,950	13 873,587	14 030,073	14 345,655	11,1%	2,2%
Taux de créances douteuses	4,9%	4,7%	4,2%	4,2%	4,0%	4,0%	3,7%	3,8%	3,8%	-0,2 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	58,2%	61,6%	65,6%	64,8%	67,1%	66,4%	66,0%	64,5%	65,1%	-2,0 pt	0,6 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.

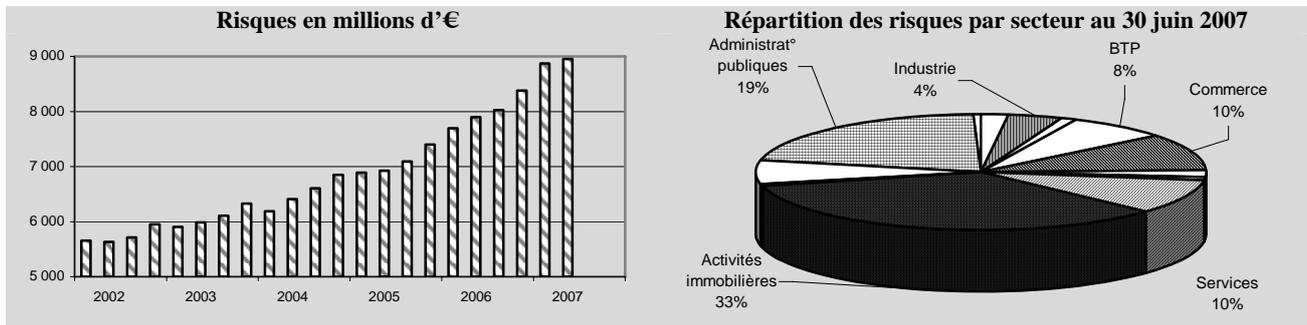


Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.

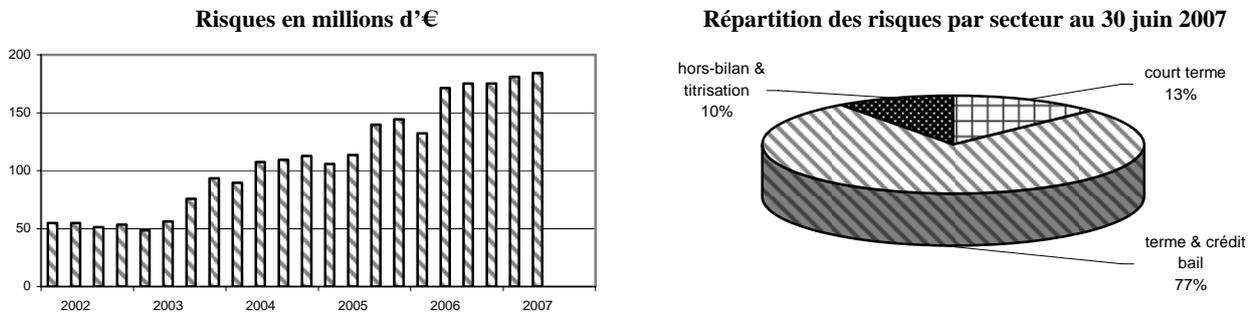


5. Risques sectoriels

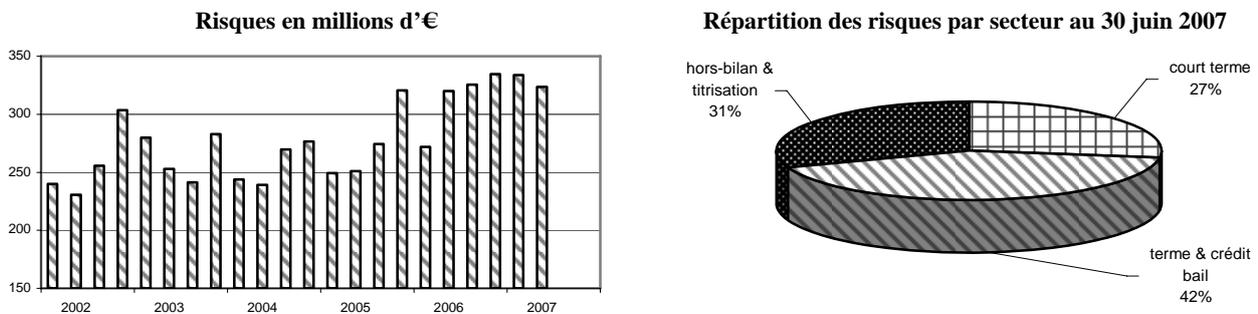
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



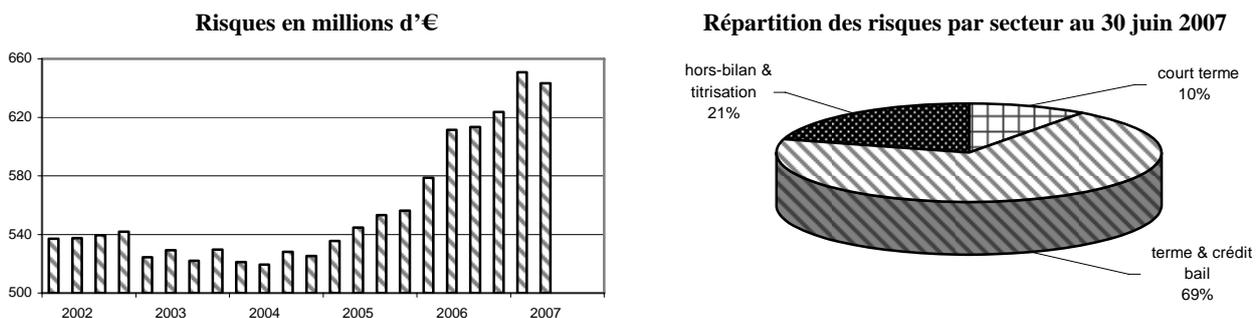
Risques bancaires sur le secteur primaire



Risques bancaires sur le secteur de l'industrie

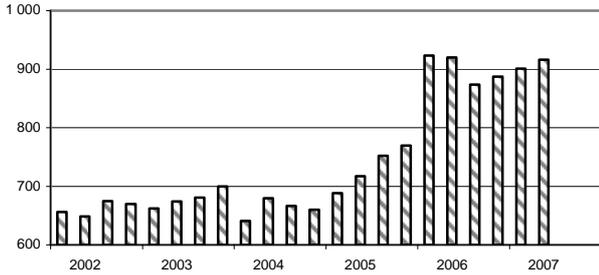


Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

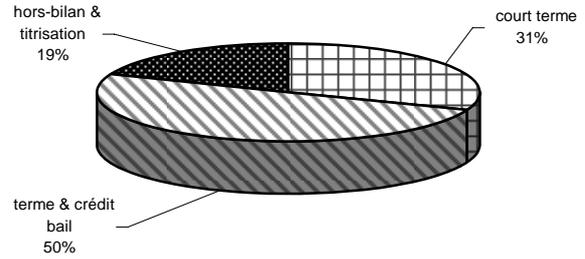


Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'€

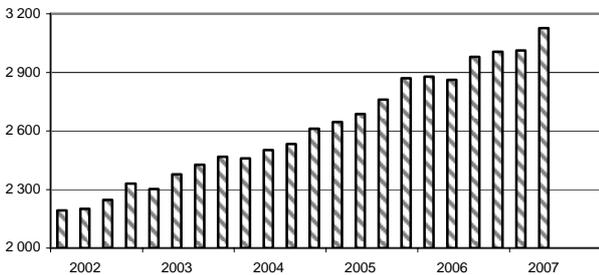


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

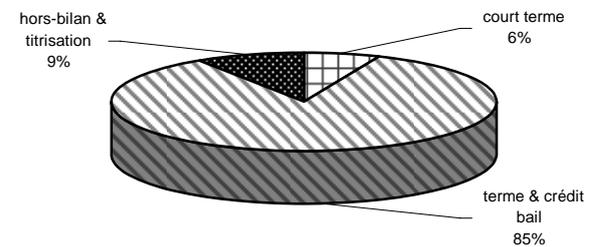


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

Risques en millions d'€

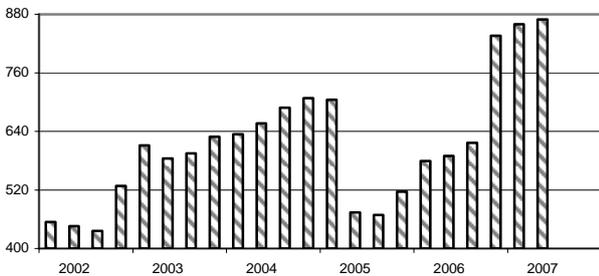


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

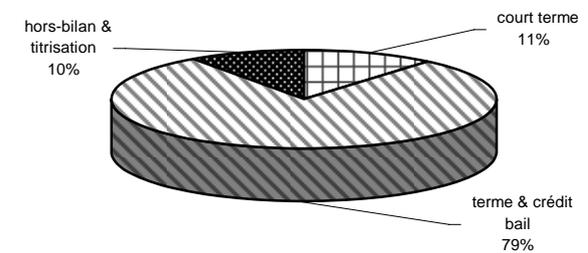


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

Risques en millions d'€

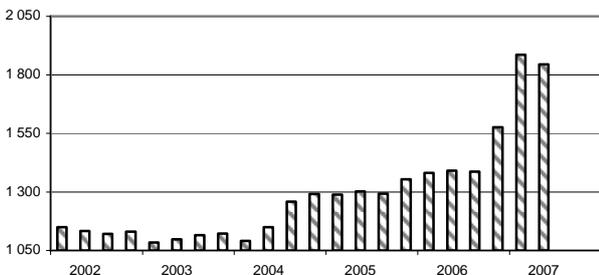


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

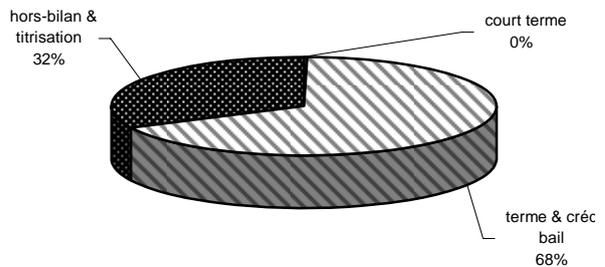


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'€



Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

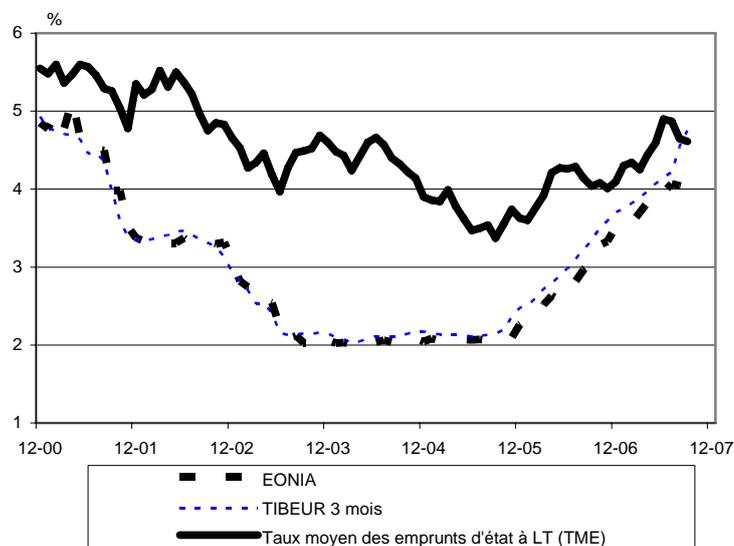
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3,00%
Taux de la facilité de prêt (13/06/2007)	5,00%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/08/2006)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
3,00%	3,00%	4,00%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	2,00%	

* Hors prime d'état

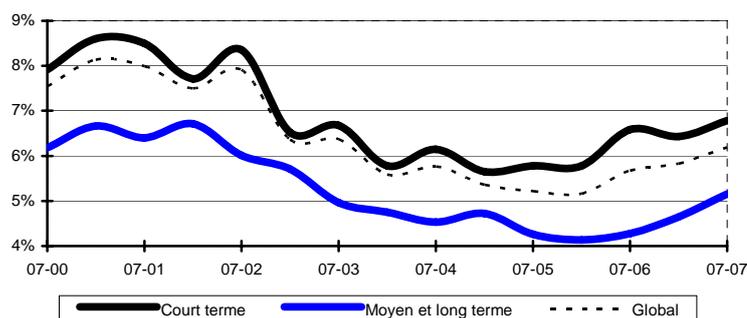
Taux d'intérêt légal	
Année 2006 (JO du 07/02/2006)	2,11%
Année 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-06	janv-07	juil-07
Court terme	6,58%	6,43%	6,78%
. Escompte	7,08%	5,69%	7,30%
. Découvert	6,79%	7,67%	6,72%
. Autres CT	5,71%	5,35%	6,36%
Moyen et long terme	4,28%	4,64%	5,16%
Taux moyen pondéré global	5,67%	5,83%	6,19%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		janv-06	avr-06	juil-06	oct-06	janv-07	avr-07	juil-07
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	5,72%	5,80%	5,99%	6,16%	6,39%	6,27%	6,41%
	- Prêts à taux variable	5,36%	5,48%	5,57%	5,73%	6,12%	6,24%	6,53%
	- Prêts relais	5,63%	5,68%	5,81%	6,03%	6,21%	6,35%	6,48%
	Autres prêts							
- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	19,67%	20,21%	20,36%	20,53%	20,76%	20,33%	20,39%	
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	7,89%	8,40%	8,48%	8,53%	8,44%	8,72%	8,93%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	17,37%	17,81%	18,20%	18,81%	19,07%	19,25%	19,85%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	12,35%	13,33%	13,97%	14,00%	14,19%	14,44%	14,48%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

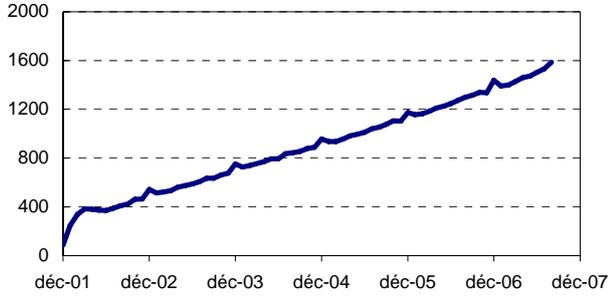
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin août 2007)

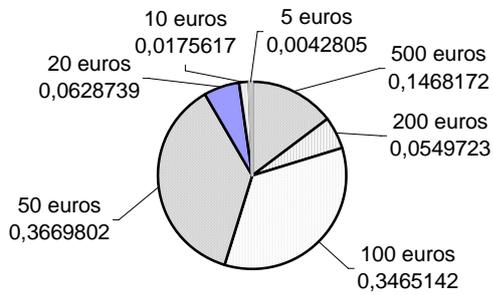
en valeur (en millions d'€)



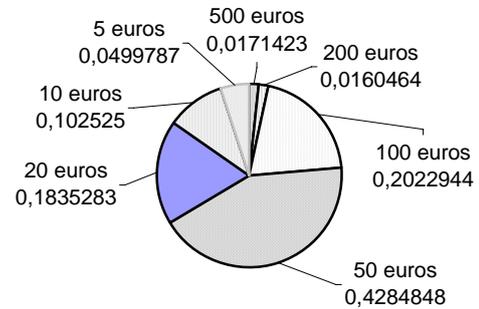
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 30 août 2007



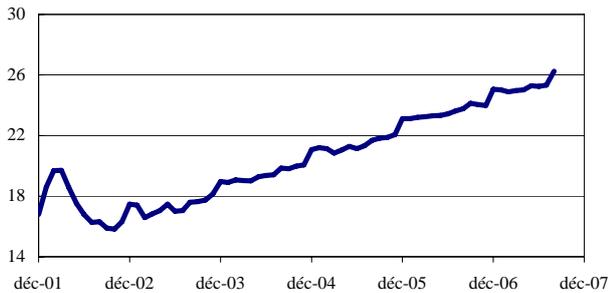
Répartition par quantité au 30 août 2007



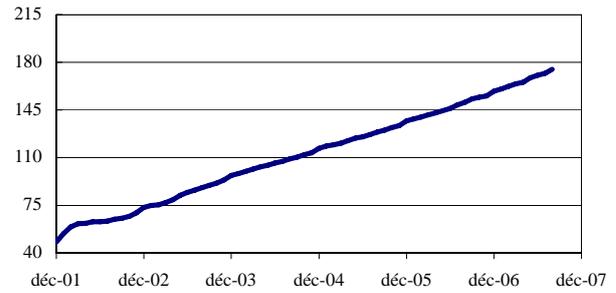
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin août 2007)

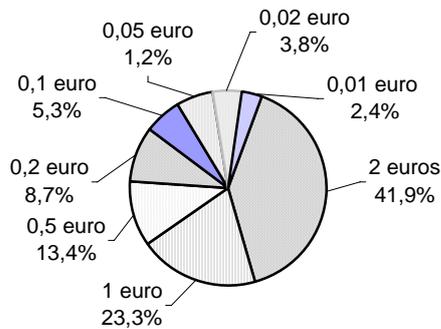
en valeur (en millions d'€)



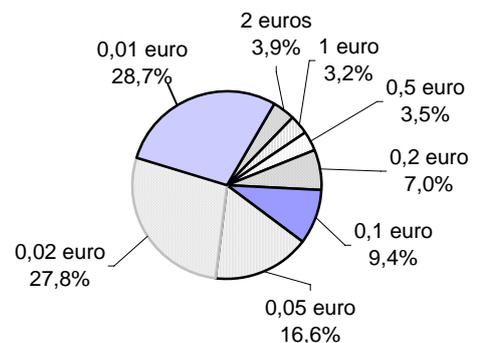
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin août 2007



Répartition par quantité à fin août 2007



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : F. DALLIER

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 9 octobre 2007

Dépôt légal – Octobre 2007